

Initiatives ministérielles

dans le but d'éviter l'augmentation de la violence faite aux femmes et en essayant d'éduquer la population pour que cela ne se produise plus dans notre société.

Aujourd'hui, au nom des 14 femmes, les roses que tous les députés de cette Chambre ont déposées à nos portes démontrent que c'est le moment de repenser la société dans laquelle nous vivons.

[Traduction]

Il faut donc nous rappeler la mémoire de ces femmes. Je remercie tous les députés pour les gerbes de roses qui ont été déposées dans le hall, à l'extérieur de la Chambre.

[Français]

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Madame la Présidente, j'ai plusieurs choses à dire à ce gouvernement en réponse à la motion qu'on a déposée ce matin en cette Chambre. Je ne doute nullement de la bonne foi de mon honorable collègue. Je sais pertinemment qu'étant femme, elle est plus que sensibilisée à la problématique de la violence faite aux femmes.

• (1110)

Nul besoin de réitérer *ad nauseam* les plus récentes statistiques, tout le monde les connaît. Les statistiques choquent, elles nous émeuvent, pendant quelques instants nous sommes troublés. Nous avons des élans spontanés pour dire: Il faut faire quelque chose; que font les gouvernements? Ce n'est pas tout à fait exact dans la réalité. Combien de fois nous sommes-nous exclamés, la rage et la tristesse au cœur, en lisant les journaux: Encore une autre femme victime de son conjoint ou de son ex.

La plupart des gens se sentent très impuissants face à ce phénomène. La plupart des gens ne se sentent malheureusement pas concernés directement, et j'y reviendrai.

Il n'en demeure pas moins que la violence faite aux femmes est un problème de société et que cette société se donne des gouvernements pour la diriger et voir à son bien-être collectif. Les politiciens et politiciennes sont très conscients du rôle du gouvernement face à cette fonction qui leur échoit. C'est pourquoi, au cours de chaque campagne électorale, on réfléchit, on analyse et on promet. Bien sûr, aucun politicien ou politicienne n'oserait promettre de régler définitivement le problème de la violence. Cependant, puisqu'on est très conscients des attentes de la population, on promet des actions, des budgets afin de redonner espoir, afin d'obtenir la confiance des électeurs.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, on est généralement de bonne foi. Que se passe-t-il après le jour fatidique de l'élection? Prenons comme exemple la situation actuelle. Comme nous la vivons, on ne pourra pas nous accuser de déformer la réalité ou d'analyser le passé à travers un prisme teinté.

Le gouvernement actuel avait de belles intentions. Comme tout le monde, il a analysé, promis. Il a promis de faire de l'élimination de la violence l'une de ses grandes priorités. Pour y arriver, on avait trouvé des moyens. On devait lancer une campagne massive de sensibilisation sur la violence. On devait favoriser l'approche communautaire. On devait contrôler étroitement les armes à la portée de tous et chacun. On devait resserrer les

dispositions du Code criminel afin d'enrayer la violence conjugale.

Tout ceci concerne très directement et très concrètement la violence faite aux femmes. On a fait quelques progrès. On se vantera de n'avoir pas coupé directement les budgets alloués aux maisons d'hébergement pour femmes violentées, alors que d'autres postes budgétaires se sont vu diminués de 5 p. 100.

On se vantera également d'avoir fait sur le terrain des expériences de trousses communautaire. Bref, on se vantera d'être sensible à la problématique vécue par les femmes violentées.

Mais cependant, on a oublié certaines choses. On a oublié toutes les recommandations des comités qui ont étudié ce problème, qui ont rencontré des milliers de femmes, qui ont rencontré des centaines d'organismes oeuvrant sur le terrain avec les victimes. On a oublié que tous en sont arrivés à une grande conclusion: la violence continuera tant et aussi longtemps que les femmes ne seront pas égales aux hommes. C'est le vrai problème. Il y a unanimité chez les femmes.

Déjà ce gouvernement pourrait faire un pas vers cette égalité et reconnaître que les femmes qui sont les premières concernées sont parfaitement capables d'identifier la source de leurs problèmes, leurs symptômes et les moyens de solution. Si on veut atteindre un jour cette évasive égalité, il faudrait qu'on commence par nous faire confiance au moins dans ce domaine. Les femmes sont des adultes. Pour cesser d'être des victimes, elles ont besoin d'être reconnues et traitées comme des égales des hommes, à tous les points de vue et par tous, gouvernements y compris. Cela semble si simple, si évident, que je suis certaine qu'un bon nombre de mes collègues masculins se disent: Bien voyons donc, c'est acquis, de quoi se plaignent-elles? Que veulent-elles de plus?

La réponse est aussi simple: les femmes veulent l'égalité et le gouvernement se doit de les aider, comme il avait promis de le faire, mais comme il ne l'a pas fait.

L'égalité veut dire l'égalité des droits. Cela veut dire l'égalité des droits sociaux, humains et économiques. L'égalité des droits sociaux, cela veut dire qu'on traite les femmes chômeuses comme leurs conjoints et non comme des pis-aller économiques qui travaillent juste pour se payer un peu de luxe, comme un manteau de fourrure tous les cinq ans. Cela veut dire que la femme a le droit de travailler, d'étudier, de participer entièrement au marché du travail.

• (1115)

L'égalité, on ne l'obtiendra pas avec un gouvernement qui s'enlignait pour traiter les femmes sur le marché du travail comme des citoyennes qui, dans le fond, dépendent de leur mari pour les faire vivre et en qui l'État ne devrait pas investir ses précieuses ressources.

L'égalité, ça veut dire le droit de faire des études sans s'endetter à vie, quand on peut trouver à emprunter, puisqu'on est une femme. Où est-ce qu'on peut emprunter? Comment ce gouvernement prévoit-il qu'une femme qui dépend financièrement d'un homme peut atteindre son égalité si elle dépend du bon vouloir ou du bon compte de banque de ce dernier pour aller se décrocher un diplôme? Cela semble aberrant. Et pourtant, c'est exactement ce que ce gouvernement propose par le biais de son projet de